



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



Direction départementale des territoires **et de la mer**  
des **« Deux-Sèvres »**

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

## Notice spécifique de la mesure

**« Création et entretien d'une prairie adaptée à la faune »**

**« PC\_BRIC\_HE06 »**

**du territoire « Plaine de Brioux-Chef-Boutonne »**

Campagne 2015

### 1. OBJECTIFS DE LA MESURE

*L'objectif prioritaire est de créer des milieux favorables à la ressource alimentaire et à la nidification des espèces prioritaires (en particulier l'Outarde canepetière, l'Oedicnème criard, le Busard cendré, la Pie grièche écorcheur).*

*L'objectif est également de recréer des surfaces pérennes en milieu prairial favorable à l'avifaune de plaine et à la biodiversité associée en créant des mosaïques, des trames influençant la conservation des espèces d'intérêt communautaire. La gestion plus extensive (baisse de la fréquence de fauche) est favorable à de larges cortèges d'espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, elle permet d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux, amélioration de la ressource alimentaire) dans un objectif de maintien de la biodiversité.*

*La création de prairie dans les rotations, fauchées avec une période de non-intervention de 72 jours en période de nidification (20 mai-31 Juillet) favorise la biodiversité, la ressource alimentaire des espèces prioritaires du territoire, la préservation de la nidification et donc la réussite de reproduction des espèces prioritaires.*

*Le maintien des prairies et leur gestion extensive favorisent la ressource en eau en limitant les transferts de polluants.*

*La mise en place de trame de milieux herbacés gérés de manière extensive favorise la ressource en auxiliaire de culture.*

*Cette opération contribue principalement aux domaines prioritaires 4A et 5E fixés par l'Union européenne pour le développement rural.*

### 2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 311.42 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement. **Le montant de votre engagement est éligible dans la limite du plafond par exploitation et**

par année fixé au niveau régional par chaque financeur national.

### 3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

#### 3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure « **PC\_BRIC\_HE06** » n'est à vérifier.

#### 3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure « **PC\_BRIC\_HE06** » les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement, de votre exploitation, dans la limite du montant plafond fixé au niveau régional.

**Surface d'intérêt écologique (SIE) :** *Les surfaces comptabilisées au titre surfaces d'intérêt écologique dans le cadre du paiement vert ne sont pas éligibles.*

### 4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Le diagnostic justifie l'éligibilité des parcelles : Ne sont éligibles que les parcelles répondant aux enjeux de conservation de la biodiversité et à l'amélioration de la ressource en eau.

### 5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 9 juin de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « **PC\_BRIC\_HE06** » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

**ATTENTION** : si l’une de ces obligations n’est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l’ensemble des 5 ans de l’engagement (anomalie définitive)**. Dans ce cas, les demandes de reversements de l’aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l’importance de l’obligation (principale ou secondaire) et selon l’étendue de l’anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d’information sur les MAEC et l’agriculture biologique 2015-2020 pour plus d’informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d’éligibilité  à respecter en contrepartie du paiement de l’aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l’anomalie	Etendue de l’anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente  <b>Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 9 juin de l’année du dépôt de la demande (sauf dérogation).</b>	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d’enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : (graminées ou d’un mélange de graminées-légumineuses (Luzernes, trèfles, saint foin ou autre sur validation lors du diagnostic), Légumineuses pures interdites)	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d’enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter une largeur minimale de 10 mètres du couvert herbacé pérenne pour les bandes enherbées	Sur place		Définitif	Principale	Totale

Enregistrement des interventions mécaniques (fauche, broyage) et pratiques de pâturage sur chacune des parcelles engagées	Vérification du cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire <sup>1</sup>	Totale
Aucune intervention mécanique et absence de pâturage pendant la période du 20 mai au 31 juillet sur 100 % de la surface engagée	Visuel et vérification du cahier de pâturage et de fauche	Cahier de pâturage et de fauche	Réversible	Principale	Totale
Respect de la période d'interdiction de fauche et de pâturage du 20 mai au 31 juillet			Réversible	Principale	Seuils
Un seul retournement des prairies temporaires engagées, au plus, au cours des 5 ans de l'engagement (sans déplacement) sur validation par l'opérateur	Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale	Totale
Sur les parcelles engagées, absence de désherbage chimique, à l'exception des traitements localisés (sur validation par l'opérateur) avant le 1er mai visant : -A lutter contre les char-dons et rumex, -A lutter contre les adventices et plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté DGAL « zones non traitées », A nettoyer les clôtures.	Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale	Totale

**ATTENTION** : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

***L'enregistrement des pratiques devra porter à minima, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants :***

<sup>1</sup> si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des obligations de la mesure, cette dernière sera considérée en anomalie

- Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces)
- Pratiques de fertilisation des surfaces [dates, quantités, produit (0 pour les apports azotés)].
- Date, type d'intervention mécanique ou de pâturage

**SIE :**

**Les surfaces engagées ne peuvent être cumulées avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) au titre du verdissement et des bandes tampons au titre de la conditionnalité ;**